

La lutte antiterroriste des Etats-Unis en Afrique avril 2005

La menace terroriste en Afrique

Les Etats-Unis, avant le 11 septembre 2001, avaient déjà souffert du terrorisme en Afrique. En 1998, des attentats simultanés contre les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et Dar Es Salaam (Tanzanie) avaient entraîné la mort de plus de 200 personnes. Deux ans plus tard, l'attaque maritime lancée contre le porte-avions USS Cole avait tué 17 soldats américains. Enfin, en novembre 2002, des attaques à Mombassa (Soudan) contre des intérêts américains ont provoqué une vive inquiétude chez l'Administration Bush. Une cellule terroriste prévoyait même d'attaquer l'ambassade américaine de Bamako (Mali) en 2002. Conscients de la menace, les Etats-Unis entamèrent des programmes de prévention. Car alors qu'ils sont chassés de leurs zones traditionnelles (Afghanistan notamment) les terroristes trouvent en Afrique une terre très hospitalière. Ils peuvent s'y implanter car les contrôles frontaliers sont limités (faible sécurité aéroportuaire, corruption, faillite de l'administration). Les quatre coins de l'Afrique sont devenus des terres d'enjeux dans la guerre contre le terrorisme. L'Afrique du Nord sert de lieux de retranchement ou de transit pour les terroristes en direction de l'Europe. L'Afrique occidentale a subi une montée de l'islamisme fondamentaliste salafite, le plus souvent dans des zones rurales, au Nord-Nigeria par exemple. L'Afrique orientale abrite toujours des cellules très actives d'Al-Qaïda. Enfin l'Afrique plus australe demeure méconnue par les observateurs mais a connu des poussées de tension dues au fondamentalisme religieux, au Lesotho entre autres.

Djibouti comme base de la lutte antiterroriste américaine dans la Corne de l'Afrique

Dans la corne de l'Afrique, il existe des groupes terroristes qui se connaissent et s'organisent très bien entre eux au point que le commandement américain s'interroge sur leur appartenance à un réseau mondial. Par exemple, bien que la Somalie ne soit pas une cible très intéressante pour des terroristes, la vacance de pouvoir fort en a fait un champ d'action facile pour eux ; le Soudan, autrefois soutien financier du terrorisme international, a fait des efforts, pour coopérer avec les Américains ; mais ces actions sont paralysées par la guerre civile. La montée des inquiétudes en 2002 a mené à la création en octobre de la même année du CJTF-HOA (Combined Joint Task Force-Horn of Africa) à Djibouti. Ce regroupement a pour mission de lutter contre le terrorisme en Ethiopie, Erythrée, Soudan, Kenya, Somalie et Yémen et de protéger les côtes de la Mer Rouge, du Golfe d'Aden, et de l'Océan Indien. Entre 1400 et 1600 membres du personnel civil et militaire américain y sont affectés en permanence. Au sein des troupes américaines stationnées sur la base de Djibouti, certaines unités sont affectées à la promotion de la lutte antiterroriste et travaillent avec les civils locaux afin de rendre plus populaire leur action. Ils ont aussi aidé le Yémen à améliorer le travail de ses gardes-côtes afin de rendre plus difficiles les flux illégaux de populations et d'armes dont se nourrit le terrorisme local. Sur le plan diplomatique, le Département d'Etat a lancé en 2003 un programme pour compléter le CJTF-HOA nommé l'Initiative Est-Africaine contre le terrorisme. Le programme, dont les coûts sont estimés à environ 100 millions de dollars par an, inclue des entraînements militaires pour les gardes-côtes et les gardes-frontières. Il prévoit aussi d'aider au contrôle de l'immigration, à la sécurité aérienne ainsi qu'à la surveillance des flux financiers, des programmes scolaires. Tous ces programmes viennent en complément de l'ACOTA, comme dans le reste de l'Afrique.

La promotion de la coopération antiterroriste régionale (initiative pan-sahélienne) par les Etats-Unis dans le Sahara

L'initiative pan-sahélienne (budget initial : 7 millions de dollars) s'est concentrée sur le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Est aussi évoquée une expansion du programme au Sénégal et d'autres pays de la région. Pour cela le commandement européen (Eucom) a réclamé 125 Millions de dollars sur cinq ans. L'initiative transsaharienne contre le terrorisme (TSCTI), coûtant aujourd'hui près de 100 millions de dollars, vise à suivre les efforts entrepris par l'initiative Pan-Sahel : elle a permis

l'entraînement et l'équipement d'une unité de réaction rapide, constituée de près de 150 soldats dans chacun des quatre Etats du Sahara. Travailler sur le long terme est essentiel dans cette région selon les officiels américains car il n'y existe pas de culture des frontières. Donc ils reconnaissent aussi l'insuffisance du déploiement humain pour surveiller la région, surtout que les Américains connaissent l'histoire du Sahel, terre de trafics et de routes d'échanges. L'endroit, ainsi que le Maghreb, peut aussi servir de refuge ou de base pour les terroristes qui vont passer par l'Europe avant de viser les Etats-Unis ou visent des cibles en Europe occidentale. L'Eucom fait aussi beaucoup de surveillance aérienne dans la région pour détecter les transports d'armes, notamment de la part du Groupe Salafiste pour le Prêche et le Combat (né en 1998), très dangereux groupe qui circule aisément entre les quatre pays... En avril 2004 les plus grands militaires de neuf pays du Sahel furent conviés à se rencontrer à Stuttgart par l'Eucom dont les quartiers généraux accueillirent le sommet. Les Américains furent étonnés que les armées de pays voisins se connaissent si mal ou aient aussi peu de moyen de communications en commun. Cela est toutefois compréhensible que des pays rivaux comme l'Algérie et le Maroc n'aient jamais été portés à coopérer. Malheureusement les groupes extrémistes de la région savent très bien se constituer en réseaux. Désormais les Américains envoient des forces d'opérations spéciales dans d'autres Etats d'Afrique de l'Ouest afin de former des soldats et de les équiper de camions pick-up, de radios et de systèmes GPS.

Nouvelles menaces et nouvelles réponses

Les rhétoriques fondamentalistes islamiques et anti-américaines sont en plein expansion dans l'Ouest et le Sud de l'Afrique en dépit des moyens déployés entre autres par les Américains, les Nigériens et les Sud-Africains. Au Burkina Faso ou au Nigeria, la menace fondamentaliste a contraint le gouvernement à faire appel aux Américains ; les gouvernements se méfient énormément des islamistes extrémistes pakistanais et saoudiens, qui viennent prêcher en Afrique occidentale et qui mobilisent des rebellions. Les ressources, comme le diamant au Sierra Leone, et les trafics (d'armes, d'êtres humains et de drogues) contribuent à la prospérité de ces groupes aux pratiques mafieuses. Au Sud du continent où les Américains n'ont encore rien entrepris en terme de lutte contre le terrorisme, l'Afrique du Sud fait des efforts pour assumer un rôle régional de meneur dans la lutte contre le terrorisme. Pendant ce temps les Africains eux-mêmes luttent ensemble contre le terrorisme. Le Botswana, le Ghana, le Kenya, le Mali et le Soudan ont signé douze conventions internationales et autres protocoles liés au terrorisme ; l'Union Africaine a choisi Alger pour bâtir son centre autonome contre le terrorisme et plusieurs autres nations africaines ont créé leur propre centre. L'avantage pour les autorités est que la lutte antiterroriste ne requiert pas énormément de technologie, juste des forces de maintien de la paix qui soient bien entraînées et bien équipées pour communiquer et se défendre. Actuellement les budgets américains en faveur de ces équipements ne faiblissent pas malgré l'effort de guerre en Iraq ce qui pérennise les moyens des Etats africains de lutter eux-mêmes.